

Les parties mal jointes de ce grand pays se détachent l'une de l'autre avec fracas.

Aujourd'hui ce sont les constitutionnels qui ont avec Madrid le gouvernement central, l'armée régulière, toutes les forces organisées du pays. Contre qui se soulèvent-ils ? contre qui organisent-ils leurs gouvernements provinciaux et leurs juntas ? Contre eux-mêmes. En faisant la guerre civile au gouvernement central, c'est à eux-mêmes qu'ils la font. Ce sont leurs propres ressources qu'ils dissipent et qu'ils détruisent. Tout ce qu'ils ôtent au gouvernement de la régente en considération et en puissance, ils le perdent. Et qui en profite, sinon leur ennemi don Carlos ? Tous ces soulèvements de villes et de provinces n'inquiéteront don Carlos que quand au lieu de faire lui-même la guerre civile, c'est à lui, maître de Madrid et roi d'Espagne qu'on la fera. Dans l'état des choses on ne désire rien de plus ardemment au quartier de don Carlos que ce déchirement des provinces soumises à la régente. Avant tout, il faut se débarrasser de la reine, c'est le grand obstacle. Il faut marcher à Madrid, c'est le but ; c'est à Madrid que don Carlos espère échanger son titre de prétendant pour celui de roi, et ses bandes d'aventuriers pour une armée ; il sera alors de songer à pacifier les provinces : aujourd'hui la guerre civile et le désordre sont les armes de don Carlos. Le mouvement révolutionnaire ne fera pas sortir de terre une armée ; chacun se cantonnera chez soi : Mina régnera en Catalogne ; San Miguel à Saragosse ; la reine à Madrid ; la guerre civile sera partout ; la nation et sa puissance nulle part !

Et comment espérer que tous ces petits gouvernements s'entendent et se concertent pour repousser l'ennemi commun, don Carlos ? Qui réunira leurs forces ? qui les dirigera ? A Cadix, on conserve les gouverneurs nommés par la reine ; à Malaga on les tue. Ici on est serviteur fidèle de la reine et de la nation, là on passe pour traître. L'esprit de défiance et de haine ne peut manquer d'animer ces gouvernements locaux les uns contre les autres comme il les anime contre le gouvernement central.

(Journal des débats.)

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

LUXEMBOURG, 20 août.

On ne lira pas sans intérêt les réflexions suivantes extraites d'un journal anglais, au sujet de la crise qui tourmente actuellement l'Espagne :

« L'aveu ouvertement fait de l'organisation d'une grande association républicaine en France, communiquant avec de semblables associations en Suisse, en Espagne et en Portugal, et les périls multipliés auxquels Louis-Philippe est journellement exposé de la part des membres fanatiques de l'union, ont fait surgir l'opinion qu'il sera forcé de faire entrer une armée en Espagne, dans le but d'occuper les esprits exaltés qui troublent aujourd'hui son repos ; il agirait en cela d'une manière conforme aux sentimens de la nation. Il y a beaucoup de plausibilité dans cette idée ; et, nul doute que le malheureux monarque des glorieuses journées ne trouvât, pendant quelque tems l'avantage d'occuper l'esprit public et d'écartier d'autour de lui ces élémens dangereux ; mais il y a tant de bonnes raisons à faire valoir pour l'idée contraire, que la perspective d'une intervention est, selon l'opinion de gens bien informés, aussi éloignée que jamais. Que peut gagner Louis-Philippe, en faisant entrer 100,000 hommes en Espagne ? Cherche-t-il à donner de la force au principe républicain, déjà trop fort pour lui dans son propre pays ? La conquête peut être aisée, mais l'occupation est-elle aussi sûre ? Qui paiera les frais de la guerre et de l'occupation ? Quel ministre des finances osera se présenter devant les chambres, avec le compte de ces frais ? Combien de tems durera l'occupation, et celle-ci terminée, la question sera-t-elle alors réglée, ou bien les partis extrêmes seront-ils aussi disposés que jamais, à assouvir leur sauvage vengeance ? Ne se dédommageront-ils pas par de nouvelles atrocités de leur longue abstinence ? La saine politique portera plutôt Louis-Philippe à limiter ses communications avec l'Espagne, qu'à les étendre, sachant comme il le sait, que la *Jeune France* est en correspondance avec la *Jeune Espagne*. N'établira-t-il pas, après avoir fait grossir les rangs de la légion étrangère, au-delà des frontières, de tous les exaltés de la France, un cordon sur les limites de l'Aragon et de la Catalogne, pour empêcher toute relation entre l'union centrale et les branches de celle-ci à Saragosse et à Barcelone ? Si l'on fait marcher des troupes sur Oleron ou Perpignan, ce sera dans ce but.

» Nous avons envisagé la question, seulement par rapport à la France et à l'Espagne ; mais si nous la considérons sous un aspect plus vaste, combien ne paraîtra-t-il pas beaucoup plus improbable que Louis-Philippe puisse s'aventurer dans une intervention formelle. L'appui que l'Angleterre aurait pu donner il y a quelque tems, est aujourd'hui devenu problématique par les symptômes journaliers

de dissolution du ministère *whig* actuel. S. M. française a la vue trop perçante, pour ne pas s'apercevoir que des trois pouvoirs du royaume, seulement une fraction de l'un d'eux est opposée aux principes conservateurs. Louis-Philippe voit que le roi est conservateur, que la grande masse de la chambre des lords est conservatrice et que, si la *queue* irlandaise était détachée des communes la majorité de cette chambre serait également du parti conservateur. Ces signes caractéristiques de l'opinion actuelle en Angleterre ne sont pas perdus pour un aussi bon observateur que l'est Louis-Philippe. Est-il probable alors, qu'avec l'appui incertain de l'Angleterre, il risque sa position avec les autres puissances européennes ? Ne leur a-t-il pas donné des assurances qu'il n'occupera pas l'Espagne et n'ont-elles pas déclaré qu'elles ne reconnaîtront jamais aucun acte exécuté sous l'empire de la quadruple alliance ? Ne sait-il pas que des explications ont déjà été demandées à l'Angleterre, au sujet du débarquement de soldats de la marine, sur une partie du territoire espagnol, explications auxquelles lord Palmerston n'a pas encore osé répondre ? S. M. ignore-t-elle que l'extension ultérieure du traité est épiée avec jalousie et ne sera certainement pas tolérée ?

» Ainsi, en balançant les avantages et les désavantages, soit que nous traitions le sujet comme concernant les intérêts de la France seule, ou eu égard à la position de celle-ci vis-à-vis des autres puissances européennes, il est clair que le résultat en est contre une intervention, que Louis-Philippe laissera probablement prendre à la lutte en Espagne son propre cours, et qu'il a moins à craindre de don Carlos que de la reine entre les mains du parti démocratique.

» Il est vivement à regretter que la détermination des puissances du nord de ne pas vouloir s'interposer dans les affaires d'Espagne, tant que le quadruple traité existe, prive la nation espagnole du seul remède pratique qu'il y ait, pour ses maux actuels et pour son bien-être futur.

» Si ces puissances, de concert avec l'Angleterre et la France, pouvaient être portées à servir de médiatrices entre la reine et don Carlos, des torrens de sang et des années de misère seraient épargnés à ce pays sacrifié. Un mariage est le seul moyen pratique de réconcilier des différends nationaux et dynastiques. Pourquoi n'y aurait-on pas recours dans ce cas-ci ? L'Espagne doit-elle être sacrifiée aux aveugles passions d'un petit nombre de bigots d'un côté, et à un misérable parti exalté, de l'autre ? »

— Le *Journal de La Haye*, dont la correspondance particulière est fort bien instruite et toujours exacte, publie la lettre suivante sur l'incendie du ministère des finances à Lisbonne :

« Lisbonne, le 16 juillet 1836.

» Le bâtiment où le gouvernement actuel avait établi le trésor public vient d'être brûlé ; ne craignez pas que beaucoup d'or ou d'argent y soit fondu ; mais il n'en est pas de même du papier. On regarde ici cet incendie comme une des meilleures opérations financières de notre Carvalho, car, par ce moyen, tous les papiers, tous les documens appartenant à ses emprunts, à l'emploi de l'argent, ayant été brûlés, cela servira admirablement à simplifier les comptes qu'il devait un jour rendre à la chambre, et que la dernière opposition a si fortement exigés de lui.

» Le peuple accuse le gouvernement d'avoir fait incendier l'édifice exprès, et il analyse sévèrement les mesures que l'on a prises pour éteindre le feu, lesquelles étaient presque toutes de nature à n'avoir pas d'effet sur l'incendie. D'abord, la première démarche faite pas le commandant militaire de la capitale, fut d'envoyer chercher son chapeau au grand panache ; après cela, de faire venir des troupes, de faire mettre sous les armes les troupes de ligne, la garde municipale, les bataillons nationaux, etc., et ce ne fut que tard et par de mauvaises mesures que l'on essaya à éteindre les flammes qui dévorèrent une immense quantité de papiers et d'archives du trésor.

» En même tems le concours du peuple était immense, et on observait une grande agitation dans la multitude, qui faisait retentir des cris de mort en accusant hautement quelques fonctionnaires, etc. *Après avoir tout volé*, s'écriaient quelques voix au milieu du tumulte, *ceux qui nous gouvernent mettent le feu au trésor !* Ce qui est un fait, c'est que le feu a commencé à deux heures après-midi, et qu'à six heures l'édifice était en cendres ; on voyait partout les papiers brûlans voltiger dans les airs ; mais on en a sauvé une partie en les emportant précipitamment. On n'a jamais vu une semblable négligence ; on aurait pu sauver le département de la *Junta do credito publico* (junte du crédit public) ; mais on n'a pas voulu le faire, et les pertes que les créanciers de l'état et l'état lui-même vont essayer par suite de cet accident, sont incalculables. »

La distribution annuelle des prix aux élèves de l'athénée royal grand-ducal de Luxembourg, a eu lieu le 18 de ce mois, en présence d'une nombreuse assemblée, sous la présidence du bureau d'administration de l'établissement.

La profes-
l'histo-
époque
aux r-
leur p-
notre
les pr-
Les
cédent
la sall-
exami-
tous p-
pour l-
leçons
On
la sall-
dessins
jours p-
offert
compe-
progrè-
tinction
remarq-
Marc
médail-
Gomar-
G. Wa-
la miné-
doriqu-
un cha-
Medin-
Luxem-
bourg ;
Fontain-
Voic-
élèves
1^{re} Cl.
Worré,
1^{er} Prix
d'Iplig,
Schmit,
bourg, et
Ferdinan-
Michel,
François,
VI^e CLAS-
mans, Pi-
1^{re} Cla-
prum, N
Luxembo-
Nicolas,
et Biver,
et Wathie-
1^{re} Cla-
et de La F-
Luxembo-
de Roëbe,
xembourg
2^e Classe
chel. 4^e C
Huberty,
1^{re} Classe
De Lafont-
5^e Classe.
de Luxem-
1^{re} Classe
Gomand, l-
vange. 5^e C
dinand, de
Wathier, e
1. Classe
Wolf, et S-
xembourg,
Grimberger
2. Classe
Kuborn, Ja-
st Reuland.